Des avocat.e.s britanniques demandent au gouvernement de faire pression en faveur dâ??un cessez-le-feu Ã Gaza

Description

Les signataires de la lettre ouverte exhortent Ã©galement les ministres Ã mettre un terme aux ventes dâ??armes susceptibles dâ??Ãªtre utilisÃ©es en violation du droit international.

Par Harriet Sherwood, le 27 octobre 2023



Le ministre des affaires Ã©trangÃ¨res, James Cleverly, a dÃ©clarÃ© mardi quâ??il ne lui appartenait pas dâ??interprÃ©ter le droit international. Photo : Wiktor Szymanowicz/Shutterstock : Wiktor Szymanowicz/Shutterstock

Plus de 250 juristes britanniques, dont dâ??Ã©minent.e.s avocat.e.s et professeur.e.s de droit, ont demandÃ© au gouvernement britannique de faire pression en faveur dâ??un cessez-le-feu Ã Gaza, estimant que de graves violations du droit international sont commises.

Les avocat.e.s ont Ã©crit au premier ministre, Rishi Sunak, Ã James Cleverly, le ministre des affaires Ã©trangÃ¨res, et Ã Grant Schapps, le ministre de la dÃ©fense, pour leur prÃ©senter ce qui est en fait un avis juridique concernant la guerre entre IsraÃ«l et le Hamas.

Cette dÃ©cision intervient alors que les dirigeant.e.s politiques sont de plus en plus sollicitÃ©s pour demander un cessez-le-feu humanitaire afin de permettre Ã lâ??aide essentielle destinÃ©e aux civils dâ??entrer dans la bande de Gaza. Oliver Dowden, vice-premier ministre, a dÃ©clarÃ© jeudi que le gouvernement prÃ©conisait des Â« pauses Â» dans les bombardements, mais quâ??il nâ??Ã©tait pas favorable Ã un Â« cessez-le-feu plus large Â».

Keir Starmer est Ã©galement confrontÃ© Ã une pression croissante de la part de toutes les ailes du parti travailliste. PrÃ¨s dâ??un quart des dÃ©putÃ©s travaillistes ont appelÃ© Ã un cessez-le-feu Ã Gaza.

Parmi les signataires de la lettre ouverte figurent Geoffrey Bindman KC, Andrew Hall KC, ancien prÃ©sident de la Criminal Bar Association, et Theodore Huckle, ancien conseiller gÃ©nÃ©ral du Pays de Galles, ainsi que des KC, des partenaires et des directeurs.rices de cabinets dâ??avocat.e.s et des professeur.e.s de droit.

Ils.elles affirment que le gouvernement britannique doit Â« prendre des mesures urgentes Â» pour sâ??assurer quâ??il respecte les obligations qui lui incombent en vertu des conventions de GenÃ¨ve, Ã savoir ne pas encourager, aider ou assister les violations du droit humanitaire international par dâ??autres Ã?tats.

Le gouvernement devrait exercer son influence pour faire pression en faveur dâ??un cessez-le-feu et dâ??une reprise immÃ©diate des livraisons de nourriture, dâ??eau, de mÃ©dicaments et de carburant Ã Gaza, indique leur lettre.

Les avocat.e.s demandent Ã©galement au gouvernement de mettre fin aux ventes dâ??armes Ã IsraÃ«l, qui pourraient Ãªtre utilisÃ©es pour commettre de graves violations du droit humanitaire international.

La lettre de 10 pages contient une analyse dÃ©taillÃ©e des actions du gouvernement israÃ©lien Ã Gaza depuis que le Hamas a lancÃ© son assaut meurtrier contre IsraÃ«l le 7 octobre.

Les atrocitÃ©s commises par le Hamas constituent une violation grave du droit international, mais la lettre ajoute : Â« La commission par lâ??une des parties dâ??un crime contre lâ??humanitÃ© est une violation grave du droit international humanitaire : Â« La commission par une partie Ã un conflit â?? y compris un groupe armÃ© â?? de violations graves du droit international humanitaire ne justifie toutefois pas leur commission par une autre partie. Â»

Lâ??ampleur des pertes en vies humaines et des blessures Ã Gaza, en particulier chez les femmes et les enfants, ainsi que les dÃ©gÃ¢ts considÃ©rables causÃ©s aux infrastructures et aux biens civils, tÃ©moignent de violations manifestes du droit international humanitaire.

La lettre cite des dÃ©clarations de hauts responsables du gouvernement et de lâ??armÃ©e israÃ©liens, tels que Yoav Gallant, le ministre israÃ©lien de la dÃ©fense, qui a dÃ©clarÃ© quâ??il avait Â« relÃ¢chÃ© toutes les contraintes Â», que les militaires israÃ©lien.ne.s Â« combattent des animaux humains et agiront en consÃ©quence Â», et que le plan consiste Ã Â« tout Ã©liminer Â».

La lettre dit : Â« De telles dÃ©clarations indiquent une intention de ne pas Ãªtre liÃ© par les principes fondamentaux du droit international, et une intention de sâ??engager dans une punition collective illÃ©gale Â».

Elle ajoute : Â« La privation de nourriture dâ??une population civile en tant que mÃ©thode de guerre, y compris le fait dâ??empÃªcher dÃ©libÃ©rÃ©ment lâ??acheminement de secours adÃ©quats, comme le fait IsraÃ«l Ã Gaza, est strictement interdite par le droit international coutumierâ?¦ et constitue un crime de guerre Â».

M. Bindman a ajoutÃ© : Â« Il sâ??agit dâ??une alerte importante de la part de nombreuses organisations de la sociÃ©tÃ© civile : Il sâ??agit dâ??une alerte importante de la part de nombreux membres de la communautÃ© juridique sur le fait que de graves violations du droit international humanitaire sont actuellement commises Ã Gaza et que le gouvernement britannique est lÃ©galement tenu de respecter et de faire respecter le droit international humanitaire en toutes circonstances Â», a dÃ©clarÃ© M. Bindman.

Â« Cela signifie que le gouvernement britannique doit user de son influence pour prÃ©venir et faire cesser les violations de ce droit par IsraÃ«l et le Hamas Â».

Stephen Kamlish KC, un autre signataire de la lettre, a dÃ©clarÃ© que la rÃ©ponse dâ??IsraÃ«l aux atrocitÃ©s commises par le Hamas Â« pourrait sâ??apparenter Ã des crimes de guerre Â».

Â« Il sâ??agit notamment du blocage de la nourriture, de lâ??eau, des mÃ©dicaments et du carburant, Ã©lÃ©ments essentiels Ã la survie, ainsi que du ciblage et du bombardement des zones rÃ©sidentielles et des voies dâ??Ã©vacuation des civil.e.s. Il est trÃ¨s difficile de conclure autrement quâ??IsraÃ«l se livre Ã une punition collective illÃ©gale Ã lâ??encontre de la population palestinienne Â».

Laura Dubinsky KC a dÃ©clarÃ© quâ??il y avait Â« de graves implications morales et juridiques dans la conduite des opÃ©rations militaires dâ??IsraÃ«l Ã Gaza qui, comme le montrent le nombre de morts et lâ??ampleur des destructions, touchent les civil.e.s de maniÃ¨re disproportionnÃ©e Â».

Les actions dâ??IsraÃ«l Ã Gaza font lâ??objet de critiques croissantes de la part des expert.e.s juridiques. Dâ??Ã©minent.e.s juristes du monde entier ont fait partie des centaines dâ??universitaires qui ont signÃ© une dÃ©claration publique le 15 octobre, mettant en garde contre la possibilitÃ© quâ??un gÃ©nocide soit commis Ã Gaza.

Lord Neuberger, ancien prÃ©sident de la Cour suprÃªme, est lâ??un des huit Ã©minents juristes juifs qui ont averti IsraÃ«l quâ??il devait respecter les obligations du droit international dans le cadre de ses opÃ©rations Ã Gaza.

Harriet Sherwood *Ã©crit sur les arts et la culture pour The Guardian. Elle a Ã©tÃ© correspondante Ã JÃ©rusalem, rÃ©dactrice en chef pour les affaires Ã©trangÃ¨res et rÃ©dactrice en chef pour les affaires intÃ©rieures.*

Source: The Guardian

Traduction ED pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2023/11/07